



Immigration en Europe et niveaux de développement des pays émetteurs : quelles relations ?

Yves Breem, Xavier Thierry

► To cite this version:

Yves Breem, Xavier Thierry. Immigration en Europe et niveaux de développement des pays émetteurs : quelles relations ?. European Association for Population Studies Conference 2004 - "International migration in Europe, new trends, new methods of analysis", Nov 2004, Rome, Italie. pp.15. <hal-03706192>

HAL Id: hal-03706192

<https://hal.science/hal-03706192v1>

Submitted on 1 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Immigration en Europe et niveaux de développement des pays émetteurs : quelles relations ?

Yves Breem et Xavier Thierry¹

INED, Paris

Communication EAPS (European Association for Population Studies) "International migration in Europe, new trends, new methods of analysis", Rome, 25-27 novembre 2004

Outre le fait qu'elles sous-estiment les volumes, les statistiques de migrations internationales offrent généralement peu de détails sur les caractéristiques des immigrants. Rares sont les informations sur le niveau d'éducation ou sur toute autre variable de capital humain. En revanche, l'origine géographique (nationalité, pays de naissance ou pays de provenance) constitue la variable commune par excellence de toutes ces statistiques, et souvent de manière très détaillée, offrant parfois une distribution des flux d'immigration par pays d'origine pour la quasi-totalité des pays du monde. La disponibilité de cette information devrait en théorie permettre de mieux étudier les modifications dans le temps des pays émetteurs vers un pays donné, ou mieux, comparer les sources de l'immigration entre plusieurs pays. Mais face à l'abondance des données, rares sont les analyses qui utilisent complètement cette information et beaucoup se limitent, soit à commenter l'évolution des principaux courants migratoires (les dix ou quinze principaux par exemple), soit à opérer des regroupements par aires géographiques (par continent, par zone des anciens empires coloniaux ou selon toute autre nomenclature). L'utilisation de la richesse des séries détaillées par origine géographique se heurte donc à une difficulté de synthèse. En outre, la comparaison internationale sur le critère de l'origine géographique se trouve souvent sans objet en raison des spécificités des courants migratoires dans les pays récepteurs. Aussi pour toutes ces raisons, le besoin se fait ressentir de forger un outil utilisant la série complète des effectifs par origine géographique, donnant une vue d'ensemble des situations migratoires et de leur évolution.

Pour surmonter ces difficultés d'analyse, l'idée développée ici consiste à associer des statistiques d'immigration établies dans les pays récepteurs classées par origine géographique avec des indicateurs de développement relatifs aux pays émetteurs (taux de mortalité infantile, taux d'analphabétisme, ...). En pratique, la mise en œuvre est très simple : pour chacun des pays d'immigration étudiés, les indicateurs socio-économiques sont pondérés par les effectifs des flux correspondants. La liste des courants migratoires se trouve ainsi résumée en une valeur synthétique.

De telles mesures n'ont bien sûr pas la prétention de qualifier les immigrants eux-mêmes en raison du caractère sélectif des migrations (le migrant n'est pas un individu moyen parmi les siens), d'autant que cette sélectivité peut agir différemment d'un pays à l'autre. Le but de cette approche est de tenter d'évaluer la place des divers pays européens face au potentiel des migrations internationales. Il s'agit d'établir quels sont les niveaux de développement associés à l'attraction des mouvements migratoires vers les pays européens. Quelle est la tendance sous-jacente à la modification des origines géographiques en terme de niveau de développement des pays d'émigration: les flux émanent-ils globalement de pays les plus déshérités ou au contraire les contextes socio-économiques des sources d'émigration

¹ e-mail : thierry@ined.fr, yves.breem@ined.fr

s'améliorent-ils ? Y-a-t-il homogénéité des situations nationales ou au contraire l'espace européen des migrations révèle-t-il des clivages socio-économiques au plan des aires de recrutement ?

Les données disponibles sur l'immigration sont, outre le pays d'origine, souvent présentées par sexe. Nous avons donc cherché à connaître si le constat général était également valable pour les migrations masculines et féminines, afin de déterminer une éventuelle spécialisation des aires d'émission.

Après une première section consacrée aux données statistiques utilisées, les résultats de cette étude sont présentés, en suivant le découpage suivant : 1) comparer l'immigration des pays tiers des Etats membres de l'UE15 au cours de la période récente ; 2) dégager l'évolution au fil du temps ; 3) centrer l'attention sur les pays de provenance des migrations féminines.

CHAMP, MÉTHODE ET SOURCES DE DONNÉES

Cette étude porte sur les sources de l'immigration dans les quinze pays de l'Union européenne avant le 1^{er} mai 2004. Les immigrations de ressortissants communautaires (au sens de l'UE25) ne sont pas considérées dans le champ de cette étude. La période retenue correspond aux années 1985 à 1999.

La méthode est très simple : on opère, pour chacun des pays européens, un croisement entre les données des flux détaillés par origine géographique et les valeurs prises par les indicateurs de développement des pays correspondants. Les effectifs de flux par origine géographique sont pondérés par l'indicateur de développement correspondant au pays de la nationalité en question. Les indicateurs synthétiques calculés dans chaque pays récepteur sont donc une moyenne pondérée.

Ce calcul est réalisé pour trois périodes quinquennales (1985-1989, 1990-1994, 1995-1999), pondérant la somme des flux au cours de ces périodes avec la valeur de l'indicateur à une date proche.

Le même calcul a été également réalisé en utilisant délibérément une série moins détaillée des flux. En effet, pour certains pays, le détail de la statistique des flux migratoires s'arrête aux principaux courants, classant dans des catégories rebuts les origines géographiques rares. Il s'ensuit que le calcul effectué sur la totalité des courants migratoires dénombrés porte en réalité sur des séries inégales, du fait de l'incomplétude de certaines. Or rien ne garantit l'indépendance entre courants migratoires marginaux et niveau de développement. Afin d'éviter un biais dans la comparaison entre les pays, qui ne serait dû qu'à un artefact de la donnée disponible, les calculs ont porté sur la sélection des courants migratoires formant la médiane des flux, afin de s'assurer de la rigueur des premiers résultats.

Deux types de données ont été mobilisés pour réaliser cette étude. Pour l'essentiel, elles ont été puisées dans des bases de données internationales.

Les sources de données sur les flux d'immigration

Les statistiques de flux ont été extraites de la base *New Cronos* d'Eurostat, et ce pour tous les Etats membres (sauf pour la France²). L'Office statistique de la Communauté européenne

² Les données utilisées sont celles élaborées par l'INED sur la base d'un décompte des premiers titres de séjour délivrés pour une durée de validité d'au moins un an (source : ministère de l'intérieur). Elles ne sont disponibles que depuis 1994 et diffusées sur le site de l'INED (<http://www.ined.fr/population-en-chiffres/france/>). Cf. X. Thierry, 2004, L'immigration étrangère en France de 1994 à 2002. Une comparaison franco-britannique, *Population*, 5 (à paraître également en anglais dans la même revue).

est le seul organisme auprès duquel se procurer, sous forme électronique, des séries temporelles longues et des ventilations détaillées par origine géographique des immigrants. Deux variables indiquent l'origine géographique : le pays de naissance et la nationalité du migrant. La plus grande disponibilité des tableaux classés selon cette dernière nous a conduit à la préférer à la première.

Diverses réserves peuvent être formulées à l'encontre de cette base de données, notamment son incomplétude pour certaines années. Pour cinq pays, il n'est pas possible de reconstituer les flux depuis 1985³, ou bien, moins grave, les séries sont discontinues⁴. L'Irlande a été retirée de l'analyse car elle ne fournit à aucun moment le détail des nationalités. Autre objection recevable quant à l'utilisation des données de migration à l'échelon international, l'hétérogénéité, tant des sources utilisées (registre de population, système de permis de séjour, enquêtes), que des populations couvertes, ou encore des définitions employées (les recommandations des Nations Unies sont-elles suivies ?) ; tous ces éléments conduisant à des défauts de comparabilité. Ce handicap statistique pour toute étude comparative nous paraît cependant atténué du fait que nous nous intéressons ici, non pas au volume des flux, mais à leur composition par origine géographique. Certes, les différences d'exhaustivité d'un pays à l'autre peuvent conduire à privilégier certains types de flux sur d'autres (par exemple tel pays enregistrant les demandeurs d'asile, tandis que tel autre privilégie la notion d'immigrant permanent). L'argument de la mauvaise qualité des données nous paraît secondaire. Au contraire, l'exercice proposé est peut-être l'une des voies les moins risquées pour conduire des comparaisons internationales en l'état de la collecte statistique.

L'étude spécifique sur les flux d'immigration féminine porte sur une période plus récente et plus courte comprise entre 1997 et 2001. Elle s'appuie sur des données de flux directement puisées dans les offices statistiques d'une sélection de pays (Suède, Allemagne, Royaume Uni et France⁵). Nous y reviendrons.

Le choix des indicateurs et des sources de données sur le développement

Trois dimensions du développement ont été retenues pour estimer le niveau de développement des pays émetteurs : la mortalité infantile, l'analphabétisme, la précocité de la nuptialité féminine. Le taux de mortalité infantile est réputé fournir une bonne indication sur l'état sanitaire d'un pays. Le niveau d'éducation (exprimé par le taux d'analphabétisme), est la variable de référence de toute étude sur le capital humain. De plus, il existe un lien entre réduction de l'analphabétisme et intensité de la migration internationale. Pour accroître la pertinence de cet indicateur dans le cadre de cette étude, on a pris pour statistique les taux d'analphabétisme à 15-24 ans, âges modaux de la migration. L'Indice de Développement Humain du PNUD a été également employé⁶. D'autres indicateurs auraient pu être mobilisés, tel que le Produit National Brut par habitant. Toutefois, si le niveau économique d'un pays est crucial pour son développement, le PNB *per capita* n'est qu'une moyenne, qui néglige les inégalités de revenu. En outre la fiabilité de pareilles données financières est incertaine. S'agissant de la section consacrée à la migration féminine, deux types d'indicateurs

³ C'est le cas en Espagne (depuis 1988), au Portugal (depuis 1992), au Luxembourg (depuis 1994) et en Autriche (depuis 1996).

⁴ C'est le cas pour l'Italie (en 1993), la Belgique (1998) et la Grèce (1999).

⁵ Les données suédoises ont été déchargées du site internet de Statistics Sweden ; les données allemandes nous ont été aimablement communiquées par Claire Grobecker de Deutschland Statis. Elles proviennent de registres de population. Les données britanniques sont issues d'une combinaison de l'enquête « International Passenger Survey » et de données complémentaires. Les données françaises sont celles de l'INED (cf. Supra).

⁶ Il est basé sur un calcul complexe intégrant espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisme des 15 ans et plus, taux de scolarisation combiné du primaire au supérieur et Produit Intérieur Brut par habitant en parité de pouvoir d'achat.

spécifiques ont été utilisés : la proportion des mariages précoces (avant 20 ans) et le niveau d'analphabétisme chez les femmes, tous deux supposés fournir une indication sur la condition féminine dans les pays émetteurs.

La contrainte principale dans le choix des indicateurs est bien entendu la nécessité de pouvoir les réunir pour le plus grand nombre de pays. D'où l'exploitation de grandes bases de données.

Les taux de mortalité infantile pour les années 1987, 1992 et 1997 (pour les trois périodes quinquennales étudiées) proviennent du *Bureau du Census*⁷. Les données manquantes ont été remplacées par celles issues d'une publication régulière de l'INED⁸. Les taux d'analphabétisme pour les années 1985, 1990 et 1995 (sexes réunis et féminin) proviennent de l'UNESCO⁹. Les éléments sur la précocité des mariages féminins sont issus du *Population Reference Bureau*¹⁰.

LES FOYERS MIGRATOIRES VERS L'EUROPE D'AUJOURD'HUI: UNE FORTE DIVERSITÉ DES SITUATIONS DANS LES PAYS RÉCEPTEURS

La mortalité infantile dans les quinze premiers pays de l'Union a reculé jusqu'à un niveau très bas, la moyenne se situant à près de 5 pour 1000 naissances en 2001. Des disparités subsistent certes entre les pays, mais elles sont mineures tant les niveaux atteints sont très bas (3 p. 1000 en Suède contre 6 p.1000 au Royaume-Uni). Rien de comparable avec le reste du monde. Les écarts entre les taux de mortalité infantile moyens des pays émetteurs calculés pour 14 pays de l'Union en 1995-1999 révèlent à la fois les profondes différences de mortalité qui sévissent dans les diverses parties du monde et les spécificités des origines géographiques des migrants qui se dirigent vers chacun des pays de l'Union. La combinaison de ces deux facteurs fournit une première représentation de la diversité des potentiels migratoires des quatorze pays récepteurs, appuyée sur cet indice de développement sanitaire (figure 1). L'éventail des situations est ample, opposant radicalement le Luxembourg et le Portugal, et montre déjà la diversité des situations en Europe.

Pour trois pays (Luxembourg, Royaume-Uni et Grèce), le taux moyen de mortalité infantile est inférieur à 30 p. 1000, valeur sans commune mesure avec celles des pays récepteurs. Cinq pays se situent à un niveau intermédiaire compris entre 30 et 40 p. 1000 : l'Autriche, l'Allemagne, la Finlande, l'Espagne et la Belgique. Un troisième groupe de six pays, dépassant le seuil des 40 p. 1000, peut être distingué, avec en son sein trois pays de l'Europe septentrionale (la Suède, le Danemark, les Pays-Bas), suivis de l'Italie et de la France. Le Portugal ferme le classement, avec un taux supérieur à 60 p. 1000. Ce classement n'est encore que provisoire. L'usage d'autres indicateurs a pour but de le valider.

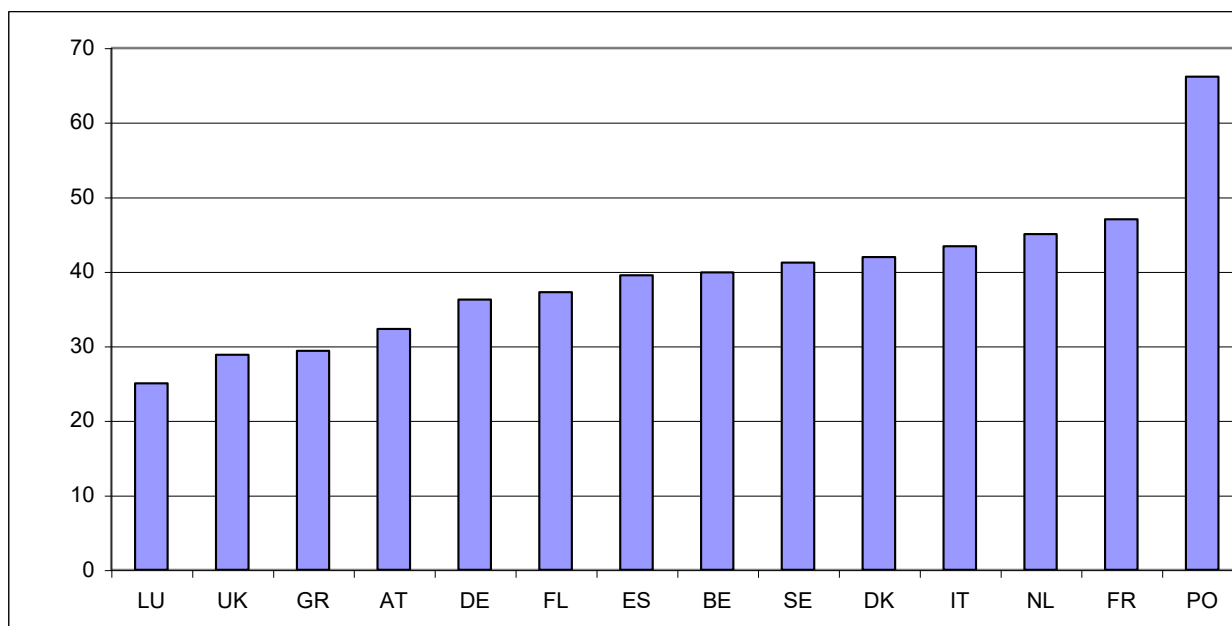
⁷ International Database of the International Programs Center (www.census.gov/ipc/www/idbnew.html)

⁸ « Tous les Pays du Monde », cf. Population et Sociétés (www.ined.fr)

⁹ United Nations Scientific and Cultural Organization, Institute for Statistics (www.uis.unesco.org). Les données manquantes ont été remplacées par les dernières données disponibles du *Bureau du Census*, extrapolées pour les années manquantes selon le niveau d'évolution du taux dans la région mondiale dans laquelle se situe le pays manquant.

¹⁰ Datafinder (www.prb.org/datafind/datafinder.htm)

**Figure 1.- Taux de mortalité infantile moyen des pays émetteurs en 1995-1999
(taux pour 1000)**



L'examen du classement des pays en prenant le taux d'analphabétisme comme indicateur de développement donne un résultat similaire. Deux des trois pays du premier groupe précédemment mentionné se retrouvent en début de classement, tandis qu'à l'autre extrémité, cinq des six pays ayant affaire à une mortalité infantile fortement prévalente sont à nouveau classés parmi ceux dont les échanges migratoires s'effectuent avec les zones les moins alphabétisées.

Tableau 1.- Classement des pays de l'UE selon divers indicateurs moyens de développement des pays émetteurs, 1995-1999

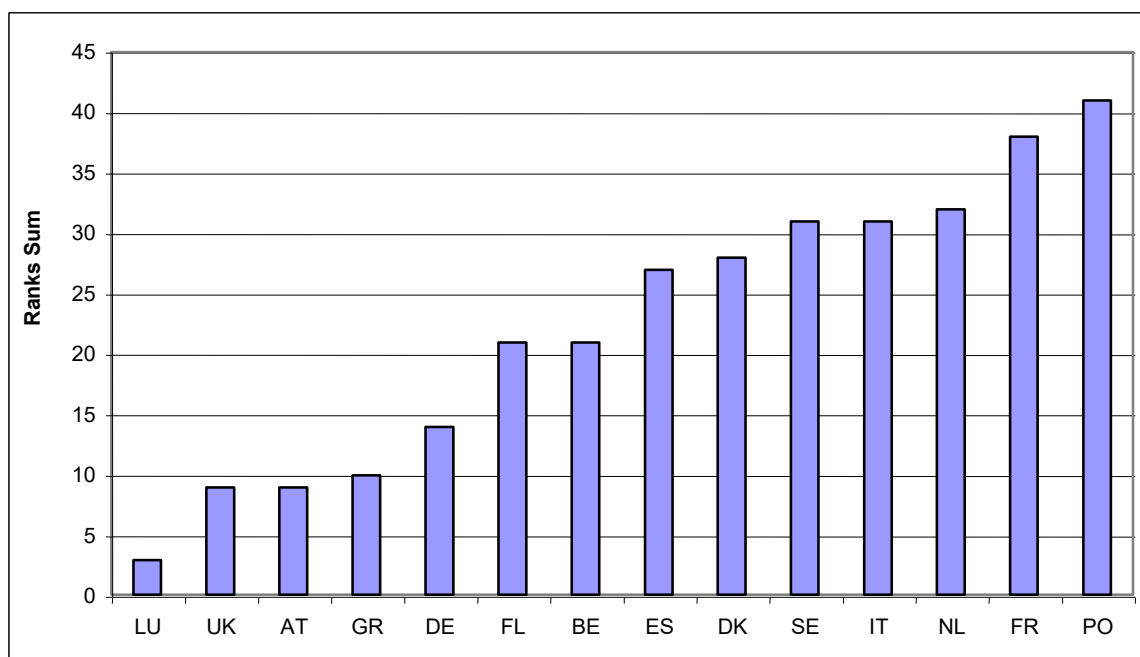
	TMI	ANALPHA	IDH	Somme
LU	1	1	1	3
UK	2	5	2	9
GR	3	3	4	10
AT	4	2	3	9
DE	5	4	5	14
FL	6	6	9	21
ES	7	9	11	27
BE	8	7	6	21
SE	9	14	8	31
DK	10	11	7	28
IT	11	8	12	31
NL	12	10	10	32
FR	13	12	13	38
PO	14	13	14	41

Les calculs effectués sur l'Indicateur de Développement Humain (PNUD) conduisent à ordonner les pays d'une manière semblable¹¹. Deux fois sur trois, les pays du premier groupe

¹¹ Le classement des pays suivant le niveau, soit de la mortalité infantile, soit de l'analphabétisme, suit un ordre croissant (par exemple il est attribué le premier rang au pays doté de la valeur la plus faible). En revanche, le

sont communs, tandis que les pays du dernier groupe concordent quatre fois sur six. Cette convergence des résultats confirme, s'il en était besoin, la corrélation entre ces trois indices. Elle montre également la relative stabilité des classements, récapitulés dans le tableau 1. La cohérence de toutes ces mesures autorise la synthèse, par sommation des rangs (dernière colonne du tableau et figure 2).

Figure 2.- Classement synthétique du niveau de développement des pays émetteurs selon le pays récepteur, 1995-1999



Les trois principaux pays d'immigration, du point de vue de l'importance absolue des flux, se classent de façon tout à fait différente : le Royaume-Uni occupe la deuxième place suivi de l'Allemagne (5^e), alors que la France se situe presque en fin de classement (13^e), juste avant le Portugal (14^e). La position de ce dernier ne résume pas non plus la situation des pays de l'Europe du sud où l'immigration est récente, puisqu'il contraste nettement avec la Grèce (4^e), l'Espagne (8^e) et l'Italie (10^e). Sans doute peut-on conclure à une plus grande homogénéité des classements des pays de l'Europe septentrionale : Finlande (6^e), Danemark (9^e), Suède (10^e), Pays-Bas (12^e).

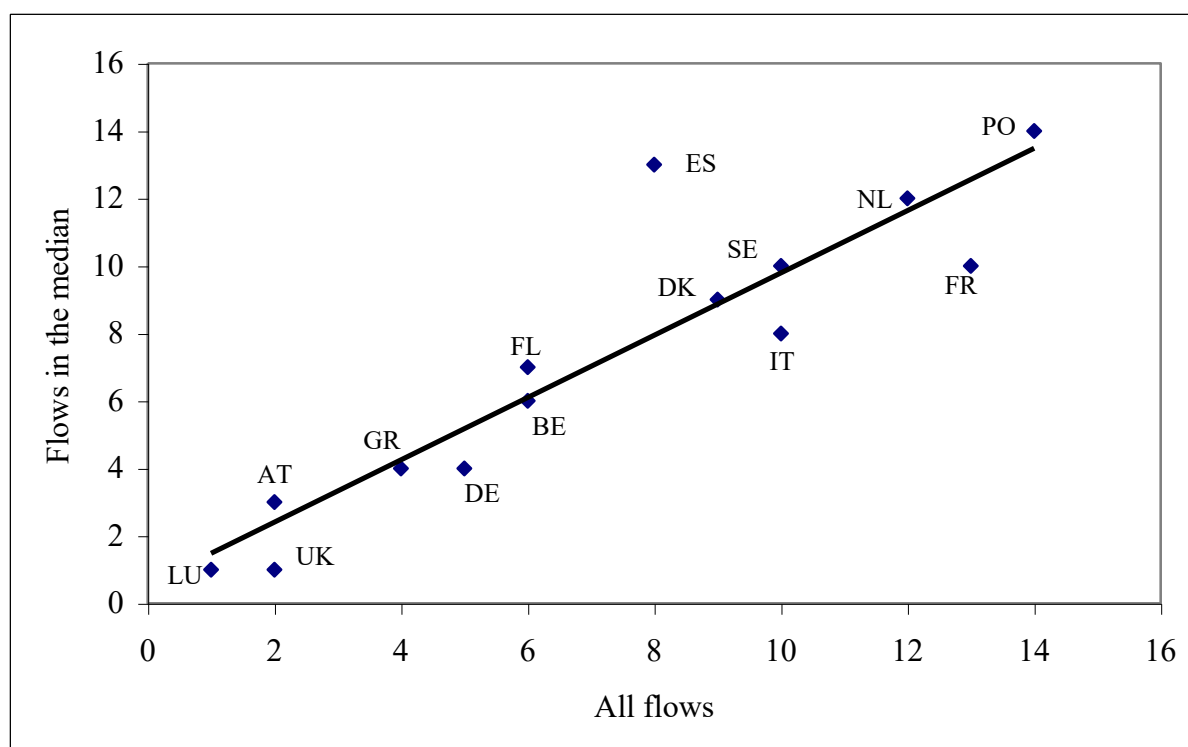
Afin de mieux assurer la validité de ces résultats, les calculs ont également été effectués sur une sélection plus réduite de courants migratoires dans les divers pays européens. En effet, on l'a dit, la ventilation des statistiques par pays de nationalité est plus ou moins bien détaillée d'un pays à l'autre, de sorte que la part des nationalités classées dans la catégorie « Autre » peut varier considérablement. Ainsi, pour la période étudiée ici, elle peut dépasser 30% (c'est le cas des données finlandaises, néerlandaises, autrichiennes), en particulier du fait des nouvelles nationalités issues de l'ex-bloc soviétique ou de l'ancienne fédération yougoslave, dont les nomenclatures tardent à s'adapter aux nouvelles configurations étatiques. La comparaison entre courants migratoires vers les pays récepteurs nécessite, pour être rigoureuse, d'échapper aux effets de l'inégale ventilation des données. Aussi, a-t-on calculé les mêmes indices que précédemment en se limitant aux courants dont le cumul croissant

classement du point de vue de l'Indicateur de développement humain s'effectue dans un sens inverse : le pays jouissant de l'indice le plus élevé se situant au premier rang.

correspond à la médiane des flux. Ces résultats confirment largement les précédents, le classement des divers pays ne se modifiant guère, ou bien au plus d'une place.

Sur la figure 3, on a porté les valeurs des rangs obtenus en prenant, soit la série détaillée des flux, soit la sélection des flux compris dans la médiane. On illustre ainsi, par la diagonale du nuage de points, la robustesse des classements. Deux permutations méritent néanmoins d'être signalées. Dans l'approche globale, la France se situe au 13^e rang, alors que dans l'approche réduite aux principaux courants, elle figure au 10^e rang. Avant-dernière entre les Pays-Bas et le Portugal dans le premier classement, elle conquiert une place moins défavorable, au niveau de la Suède. Ce changement s'explique par le statut spécifique des nationalités d'Afrique noire (région la moins développée du monde) dans les flux. Alors qu'elles représentent 20 % des nationalités des flux totaux, elles ne représentent plus que 5 % des flux dans la médiane. Le changement le plus remarquable est celui de l'Espagne qui dans cette approche passe du 8^e rang (flux totaux) au 13^e rang (flux dans la médiane). Cette différence souligne le poids des Marocains dans l'immigration espagnole. De fait, le Maroc est le premier pays émetteur en Espagne, représentant 26 % des flux totaux et 49 % des flux dans la médiane. Etant moins développé que les autres pays de nationalité des flux (provenant majoritairement d'Amérique Latine), il fait donc fortement chuter l'Espagne dans un classement réduit aux principaux flux d'immigration.

Figure 3.- Rang moyen de développement des pays émetteurs selon le nombre de flux considérés, 1995-1999



Ces classements montrent qu'il n'existe pas une situation migratoire homogène au sein de l'Union Européenne. La situation des pays récepteurs diverge compte tenu de leurs pays émetteurs de prédilection. Le calcul de ces indices synthétiques ne dispense toutefois pas d'un bref rappel des courants migratoires qui spécifient les Etats européens.

Tableau 2.- Les cinq nationalités les plus représentées dans les flux d'immigrants extra-communautaires entre 1995 et 1999 pour les pays de l'UE 15

Rank	BE	DK	DE	GR	ES	FR	IT
1	Morocco	Bosnia-Herz.	Turkey	Russia	Morocco	Morocco	Albania
2	United States	Somalia	Serbia-Mont.	Bulgaria	Ecuador	Algeria	Morocco
3	Turkey	Norway	Russia	Egypt	Colombia	United States	Rumania
4	Japan	Iraq	Rumania	Serbia-Mont.	Peru	Turkey	Philippines
5	Zaïre	Iceland	Bosnia-Herz.	United States	Dominic. Rep.	Tunisia	China

Rank	LU	NL	AT	PO	FL	SE	UK
1	Serbia-Mont.	Turkey	Serbia-Mont.	Cape Verde	Russia	Iraq	Australia
2	United States	Morocco	Turkey	Brazil	Iraq	Bosnia-Herz.	United States
3	China	United States	Croatia	Angola	Somalia	Serbia-Mont.	New Zealand
4	Cape Verde	Suriname	Bosnia-Herz	Guinea Biss.	Iran	Norway	India
5	Russia	Iraq	Rumania	United States	Bosnia-Herz	Iran	South Africa

Ainsi, les pays germaniques (Allemagne, Autriche, Luxembourg) sont attachés à l'immigration des pays d'Europe de l'est (ex-Yougoslavie notamment). Mais alors que l'Allemagne et l'Autriche sont historiquement des pays récepteurs de citoyens turcs, ce n'est pas le cas du Luxembourg, qui accueille un nombre beaucoup plus conséquent d'Américains, ce qui explique qu'il soit en tête du classement.

Les autres pays du BENELUX reçoivent des flux de pays de nationalité plus hétérogènes dans leur niveau de développement. Ainsi, les Marocains et les Turcs sont à peine plus représentés que les citoyens de pays très développés comme les Etats-Unis ou le Japon. Les Pays-Bas se trouvent moins bien classés car ils accueillent davantage de demandeurs d'asile (Iraq, Afghanistan, Somalie)¹².

Les pays scandinaves, quant à eux, sont des terres d'accueil pour les citoyens fuyant la guerre ou les persécutions dans leurs pays. Toutefois, la Suède, le Danemark et la Finlande gardent un classement « moyen » car ils « attirent » deux types de flux de demandeurs d'asile : l'un, en provenance de pays moins développés (Iran, Iraq, Somalie), l'autre en provenance de l'Ex-Yougoslavie, où la situation est meilleure. La Finlande doit son rang plus élevé au nombre des citoyens Russes, représentant 25 % des flux d'entrées.

Malgré leur position géographique commune sur la bordure méditerranéenne contre laquelle vient buter la pression migratoire d'origine africaine, les pays du sud de l'Europe ne reçoivent pas du tout les mêmes types d'immigrants. La Grèce accueille surtout des citoyens de pays voisins (Bulgarie, Egypte), ainsi que des Russes. Le niveau de développement de ces pays émetteurs est plus important que dans le cas de l'Espagne, qui reçoit en grande majorité des flux de Marocains et de citoyens d'Amérique Latine. Toutefois, l'Espagne n'« attire » pas seulement les pays les moins développés, ce qui explique qu'elle soit classée devant l'Italie, qui accueille plus volontiers des Albanais, des Marocains, mais aussi des citoyens d'Afrique noire et des Indes. Dernier du classement, le Portugal reste lié à son ancien empire colonial, qui comprend des pays souvent peu avancés. Par exemple, les flux de citoyens du Cap-Vert, du Brésil et d'Angola (taux de mortalité infantile le plus élevé au monde), représentent 50 % des entrées.

Mais quel meilleur exemple que celui du Royaume-Uni et de la France pour illustrer la diversité des situations migratoires de l'Union Européenne ? En effet, la composition des flux

¹² Il est probable qu'il n'y ait pas véritablement de différence de profil entre la Belgique et les Pays-Bas. En effet, la Belgique n'enregistre pas les flux de demandeurs d'asile alors que les Pays-Bas le font après 6 mois de séjour. Pour plus d'informations sur la comparaison des statistiques de migrations internationales, la Commission européenne a chargé en 2004 sept équipes de réaliser un diagnostic de la situation dans l'Europe des 25 (cf. THESIM : Towards Harmonized European Statistics on International Migration, sous la direction de Michel Poulain, GEDAP).

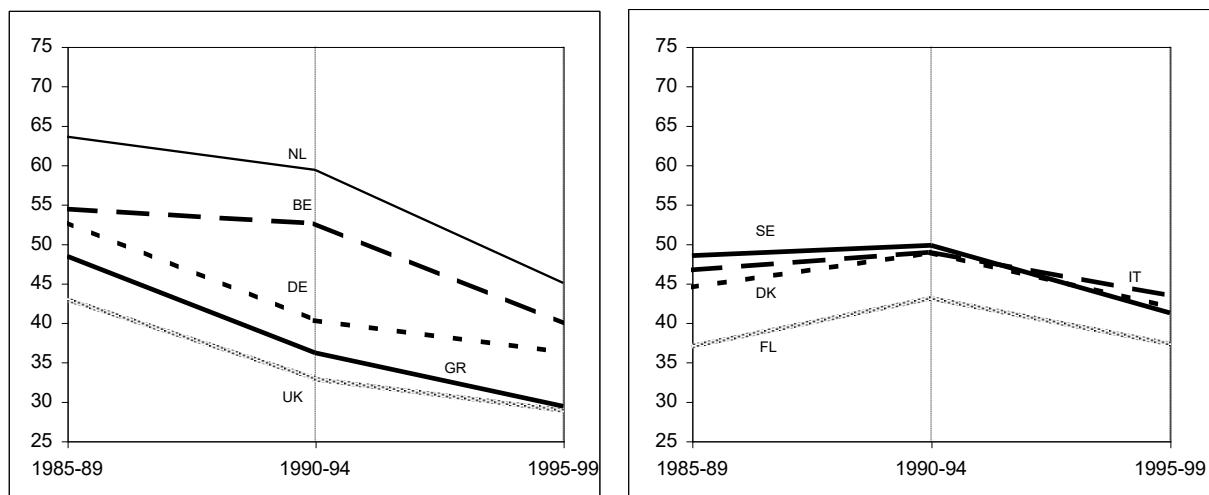
d'immigrants des deux plus grands empires coloniaux du XXème siècle s'oppose nettement. Alors que le gisement migratoire français trouve sa source principale dans les pays du Maghreb (Maroc, Algérie...) et de l'Afrique noire (Sénégal, Mali...), la géographie migratoire du Royaume-Uni est marquée du sceau d'un Commonwealth de peuplement britannique (Australie, Nouvelle Zélande) et des Etats-Unis. Or, les inégalités de développement de ces deux espaces expliquent le contraste du potentiel migratoire de la France et du Royaume-Uni.

Les raisons de ces spécificités nationales ne seront que brièvement évoquées ici : rôle des histoires nationales (notamment les migrations induites par les liens subsistant avec les anciens empires coloniaux : britanniques, français, ibériques ...), position par rapport aux frontières extérieures de l'UE, effet des politiques migratoires (contrôle ou laissez-faire), besoins de l'économie (qualifiée/non qualifiée), ... La situation migratoire d'un pays donné est le produit de tout ces facteurs. Au fil du temps, leur poids peut changer et conduire à une nouvelle donne migratoire.

EVOLUTION DU CAPITAL HUMAIN DES MIGRATIONS INTERNATIONALES ENTRE 1985 ET 1999 : AMÉLIORATION OU DÉGRADATION ?

La baisse de la mortalité infantile et de l'analphabétisme dans le monde est un phénomène qui apparaît inéluctable. Ses effets conduisent donc à une amélioration apparente du capital humain potentiellement drainé par les flux. Les calculs ont été réalisés sur un nombre plus réduit de pays (9) pour lesquels on dispose d'informations statistiques sur les flux pour les années 1985-1999.

Figure 4.- Taux de mortalité infantile moyen des pays émetteurs dans les conditions du moment (taux pour 1000)

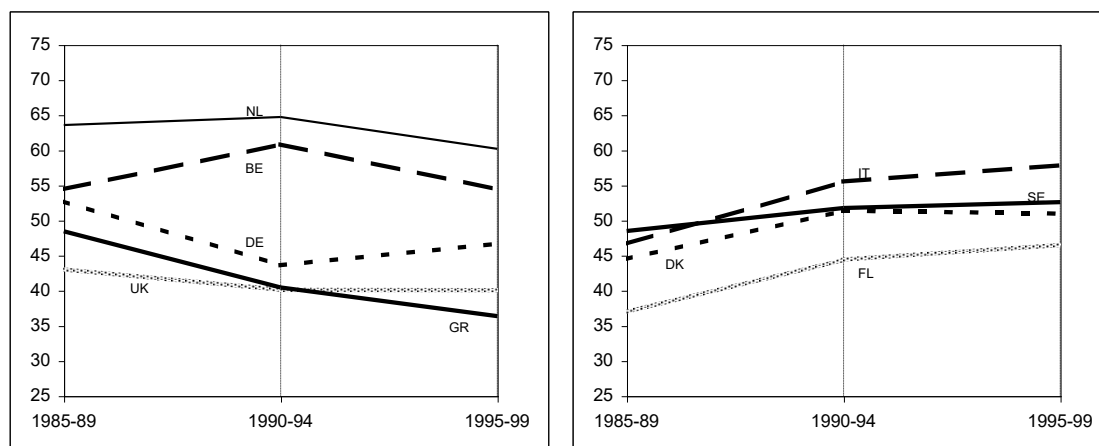


S'agissant de la mortalité infantile, l'effet se trouve clairement illustré par toute une série de pays récepteurs pour lesquels le taux moyen de mortalité infantile des pays émetteurs diminue considérablement, et avec une ampleur équivalente. Par exemple, la mortalité infantile des courants migratoires vers l'Allemagne est réduite d'environ 30% entre 1985 et 1999 (figure 4 à gauche). Toutefois, il arrive que dans certains pays, cet effet d'entraînement mécanique ne se produise pas, et que l'on assiste à une détérioration de la situation sanitaire

globale des pays émetteurs entre 1985-89 et 1990-94, suivie d'une amélioration au cours de la période suivante, qui laisse au bout du compte la situation presque inchangée par rapport à la période initiale (figure 4 à droite). Notons que la période 1990-1994 est très spécifique car elle a été marquée par un fort afflux d'immigrants cherchant asile dans les pays occidentaux, à l'image des pays scandinaves mais aussi de l'Italie. Entre 1985 et 1994, le nombre d'immigrants de nationalité somalienne a ainsi été multiplié par 18 en Suède et celui d'Irakiens par 3. Parallèlement, la part des flux de migrants provenant de pays développés a diminué. Alors que le nombre d'immigrants somaliens a été multiplié par 6 en Italie, la nationalité américaine, numéro 2 en 1985-1989, chute alors au 7^{ème} rang des flux en 1990-1994.

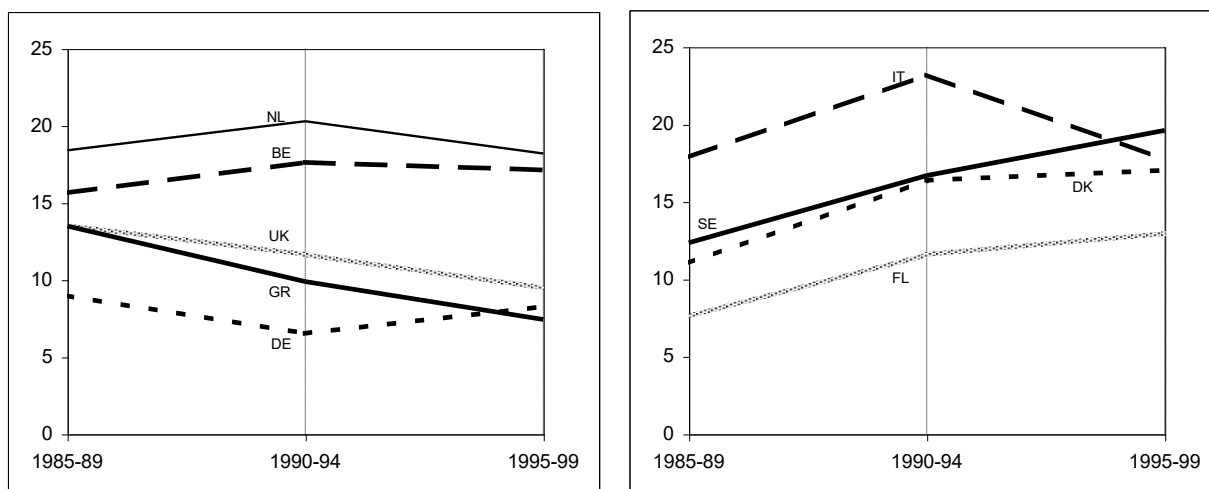
L'évaluation de la qualité potentielle des courants migratoires vers l'Europe doit donc recourir à une analyse en l'absence de l'évolution de ces indicateurs de capital humain. Nous avons opté pour le calcul d'indicateurs comparatifs obtenus en maintenant constante la valeur des indicateurs socio-économiques, qui sont appliqués aux volumes des flux. De la sorte on dégage la structure des flux indépendamment de la variation des indicateurs de capital humain¹³. Les résultats permettent ainsi de retracer l'évolution entre 1985 et 2000 des flux des pays récepteurs suivant le taux comparatif (de mortalité infantile, d'analphabétisme), en maintenant la mortalité infantile et l'analphabétisme des jeunes adultes à son niveau vers 1990.

Figure 5.- Taux de mortalité infantile moyen des pays émetteurs à mortalité infantile constante (gel des taux de 1987) (taux pour 1000)



¹³ Une autre méthode a été utilisée, qui consiste à partir d'un taux mondial (soit de mortalité infantile, soit d'analphabétisme), puis à déterminer, pour chacun des pays récepteurs, la part des flux dont le taux observé est supérieur (ou inférieur) à ce niveau. Cette proportion calculée à diverses périodes détermine ainsi une valeur relative (part des flux émanant des pays les moins avancés) qui peut donc être comparée au fil du temps, sans qu'intervienne l'évolution de la mortalité ou de l'analphabétisme. Cette méthode semble moins robuste car les pays récepteurs ont des flux souvent assez concentrés entre quelques pays émetteurs et le basculement de l'un d'eux d'un côté ou de l'autre de la moyenne mondiale d'une période à la suivante suffit à modifier profondément le résultat, sans que cela illustre l'évolution de la série détaillée des flux. L'exemple le plus représentatif de ce problème est celui de l'immigration marocaine, massive dans beaucoup de pays de l'UE au cours des 15 dernières années. En 1987, le Maroc est au-dessus de la moyenne mondiale du taux de mortalité infantile, mais il passe en dessous en 1997. Résultat : en Belgique, la proportion d'immigrants dont le pays de nationalité a un taux de mortalité infantile supérieur à la moyenne mondiale est passé de 51 % en 1990-1994 à 13 % en 1995-1999.

Figure 6.- Taux d'analphabétisme (15-24 ans) moyen des pays émetteurs à alphabétisme constant (gel des taux de 1990) (taux pour 100)



On distingue trois types d'évolution : les pays pour lesquels les flux sont associés à une amélioration qualitative du capital humain, ou sans changement notable (figures de gauche) et ceux qui enregistrent une détérioration de leur aire de recrutement (figures de droite). La première des évolutions est représentée par la Grèce dont la modification des pays émetteurs se traduit par une requalification positive. A l'opposé, les courants migratoires vers les trois pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande) traduisent dans leur ensemble une situation migratoire potentiellement moins favorable. C'est à peu de choses près le cas également de l'Italie. Les Pays-Bas et la Belgique affichent quant à eux une relative stabilité de leur profil migratoire. L'évolution à l'œuvre en Allemagne ou au Royaume-Uni est plus équivoque selon le type d'indicateur analysé : par exemple, si la situation de l'Allemagne vis-à-vis du jeu des courants migratoires semble stationnaire s'agissant de l'analphabétisme dans le monde, elle est sujette à recevoir une immigration où la mortalité infantile est moins forte. Le constat inverse caractérise la situation britannique (mortalité constante, réduction de l'analphabétisme). Ces deux pays connaîtraient donc plutôt une légère amélioration de leur situation. Au total, pour cinq des neuf pays analysés, les modifications de la géographie de leurs flux semblent se traduire par une amélioration tendancielle. Quatre pays seraient donc plutôt exposées à une possible dégradation.

Par delà ces tendances, des chassés-croisés peuvent intervenir dans le classement respectif des pays. On a donc cherché à affiner l'ampleur des changements dans chacun des pays relativement aux autres en attribuant à chacun un score mesurant les déplacements dans le classement général entre 1985-89 et 1995-99. Combien de rangs ont été conquis ? Combien de rangs ont été perdus ? S'agissant de la mortalité infantile, l'Italie est passée du 4^e au 8^e rang (soit un déclassement égal à 4), le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suède ont conservé leur rang, tandis que la Grèce a ravi quatre places (en passant de la 5^e à la 1^e place) (tableau 3). La même chose a été faite pour l'évolution de l'analphabétisme. Les résultats sont souvent assez proches des précédents - du moins en terme de signe -, mais on observe certaines contradictions. Ainsi la Suède, dont la situation au regard de la mortalité était stable, concède cinq places dans ce tableau. A l'inverse, l'Italie que l'on croyait perdante précédemment (-4), affiche ici une légère amélioration de sa position relative. Une synthèse de ces deux classements a été opérée, en additionnant les scores trouvés dans chacun. Ce raccourci

statistique, non justifiable théoriquement, a toutefois l'avantage de fournir un classement général de l'évolution des pays.

Tableau 3.- Evolution des classements des pays émetteurs entre 1985 et 2000

	variation du rang		Somme
	analphabétisme	mortalité	
FL	-3	-2	-5
SE	-5	0	-5
DK	-2	-2	-4
IT	1	-4	-3
NL	1	0	1
BE	1	1	2
DE	0	3	3
UK	3	0	3
GR	4	4	8

Il paraît assez remarquable que les pays récepteurs dont le rang a reculé sont ceux qui se situent actuellement dans une position intermédiaire (Danemark, Suède, Finlande), tandis que ceux qui ont avancé occupent les premières places du classement (Allemagne, Royaume-Uni). Il se pourrait donc que l'évolution constatée corresponde à un processus de distanciation des situations nationales au sein de l'espace européen .

LA SITUATION DES FLUX D'IMMIGRANTES EN 1997-2001

La migration féminine va maintenant retenir notre attention. Dans un premier temps, il s'agit de mettre en évidence les disparités des pays récepteurs, comme cela a été fait dans les sections précédentes, mais en se restreignant aux flux féminins. Ensuite, nous nous attacherons à comparer les situations des pays récepteurs en distinguant les origines géographiques des flux masculins d'une part, des flux féminins d'autre part.

Ce développement ne porte que sur quatre pays, pour lesquelles les données par sexe étaient aisément accessibles¹⁴. Trois sont de grands pays d'immigration (Allemagne, Royaume Uni, France) mais la Suède a également été sélectionnée pour représenter le particularisme des pays nordiques.

L'analyse de la situation du taux d'analphabétisme féminin des pays émetteurs d'immigrantes fait apparaître deux groupes distincts de pays. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont un taux moyen inférieur à 10 % alors que la France et la Suède sont à plus du double. Cela confirme ce qui a été vu en première partie : la grande hétérogénéité des flux d'entrée au sein de l'Union, et ce quel que soit le sexe des immigrants.

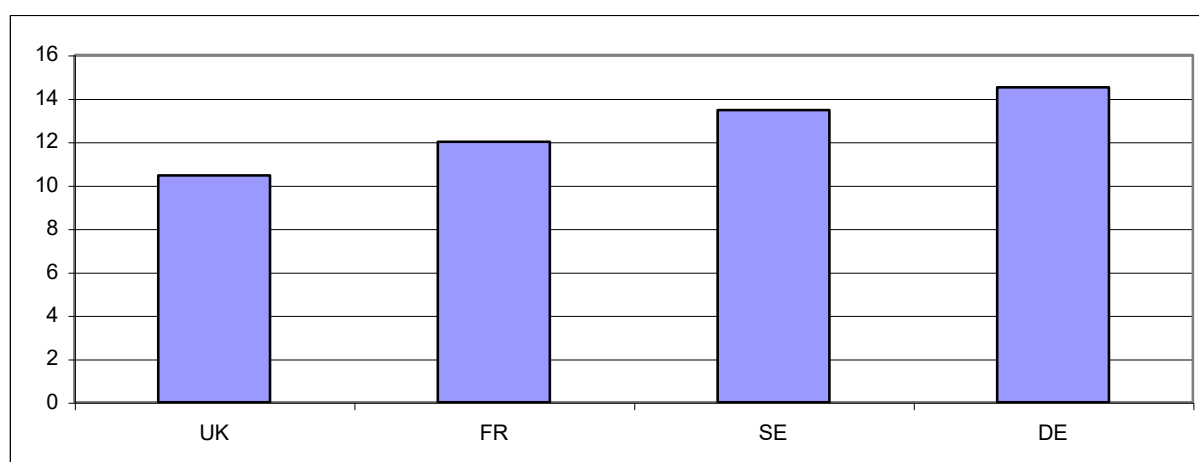
¹⁴ Bien que pas toujours très bien ventilées par origine géographique (au Royaume Uni et en Allemagne notamment). Les immigrant(e)s sont classé(e)s par pays de naissance, excepté pour l'Allemagne où c'est le pays de nationalité qui est utilisé.

Figure 7.- Taux d'analphabétisme féminin moyen des pays émetteurs de flux féminins en 1997-2001 (en %)



Un autre indicateur, révélateur de la condition féminine, a été introduit dans l'analyse. Le classement des pays récepteurs suivant la valeur moyenne de la précocité des mariages féminins (avant 20 ans) dans leurs pays émetteurs respectifs, vise à montrer comment se situent les divers pays récepteurs à l'égard des types de flux féminins (selon le degré d'émancipation féminine).

Figure 8.- Taux de nuptialité féminine précoce moyen des pays émetteurs de flux féminins en 1997-2001 (en %)



Le Royaume-Uni affiche la valeur la plus basse (10%), valeur à rapprocher des taux observés aujourd'hui dans les sociétés occidentales. Le taux de femmes mariées avant 20 ans est inférieur à 5 % dans quasiment tous les pays (à l'exception du Portugal et de Grèce, respectivement 9 % et 14%). Mais, alors que le classement des pays récepteurs restait relativement stable pour tous les indicateurs de développement choisis dans la première section, la situation change en considérant le taux de femmes mariées avant 20 ans (figure 7 et 8). L'Allemagne passe en effet en dernière position du classement, avec un taux de 14 %, contre 10 % pour le Royaume-Uni. Cette chute au classement correspond-elle à un cas atypique de pays émetteur ?

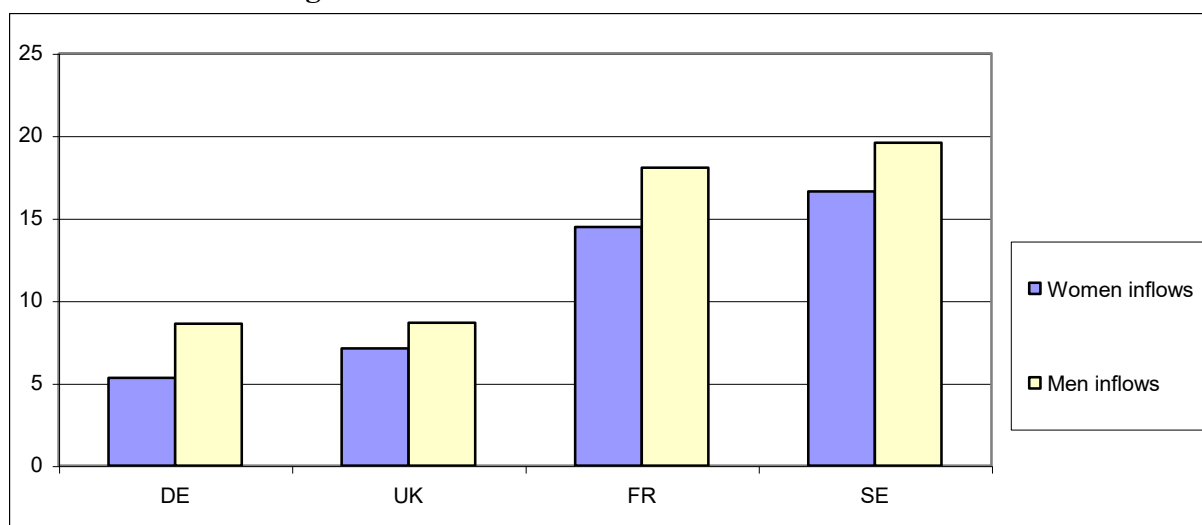
L'hétérogénéité des flux est l'explication des différences de rang selon l'indicateur (analphabétisme et précocité des mariages). Pourtant, la composition des flux d'immigrantes entre 1997 et 2001 est très proche de la structure des flux d'immigrants (sexes réunis) entre 1995 et 1999. Les différences de classement entre les flux féminins et les flux totaux (traités en première partie) viennent donc également de l'hétérogénéité des indicateurs eux-même.

Ainsi, le fait que la Suède soit si mal classée dans les deux cas est dû au statut fragile des femmes dans les pays musulmans (Iraq, Iran), qu'elle accueille dans le cadre des demandes d'asile. Par exemple, seules trois femmes sur dix sont alphabétisées en Iraq, alors qu'une sur cinq est mariée avant 20 ans. La situation est quelque peu différente en France, car les pays du Maghreb, premiers émetteurs, ne se caractérisent pas par de fortes proportions de mariages précoces. Toutefois, le poids du Maroc (premier pays de naissance des flux), avec un taux d'analphabétisme féminin de 35 %, explique l'avant dernière position de l'hexagone sur cet indice. Bien entendu, le Royaume-Uni est bien classé dans tous les cas, confirmant sa propension à recevoir des flux en provenance de pays de peuplement britannique, plus développés.

Le cas de l'Allemagne est beaucoup plus spécifique. Les immigrantes qu'elle « attire » sont nées majoritairement en Europe (Turquie, ex-Yougoslavie, ex-URSS), où l'illettrisme a été quasiment éradiqué (sauf pour la Turquie : 3.5%). Mais si les pays de l'Est sont proches des niveaux d'analphabétisme de l'Ouest, leurs comportements de nuptialité sont grandement différents. Ainsi, la Roumanie et l'Ukraine ont des taux de femmes mariées à 20 ans de 47 %, ce qui explique la dernière position de l'Allemagne dans le classement de la précocité du mariage. On peut penser qu'un mariage très jeune empêche l'éducation des filles. Toutefois, il s'avère que cette corrélation ne se vérifie pas partout.

La composition de l'immigration féminine est-elle similaire à celle du sexe opposé ? Les immigrantes viennent-elles des mêmes aires géographiques que leurs homologues masculins ? En prenant un indicateur unique (taux d'analphabétisme sexes réunis), et en le pondérant à chacun des flux par sexe, on vise à répondre à ces questions.

Figure 9.-Taux d'analphabétisme (sexes réunis) des pays de naissance des flux migratoires féminins et masculins de 1997 à 2001



Les sources de l'émigration féminine sont à chercher dans des pays plus développés que ceux de l'émigration masculine. En général, le taux d'analphabétisme moyen en vigueur dans les pays d'émigration féminine est inférieur de plus de 20 % à celui des aires d'émigration masculine. De fait, il semble que les liens privilégiés (migration de travail, d'études) existant avec l'ancien monde colonial moins développé sont d'autant plus forts quand on est un homme. Par exemple, au Royaume-Uni, les immigrants nés en Inde ou au Pakistan sont des hommes dans 60 % des cas. En France, il entre 5 Maghrébins pour 4 Maghrébines alors que 3 Américains sont accueillis pour 4 Américaines.

La situation est un peu différente en Suède et en Allemagne. Le taux d'analphabétisme est toujours plus fort pour les foyers d'émigration masculine mais cela résulte de ce que les réfugiés sont majoritairement des hommes. Ainsi, 73 % des citoyens irakiens entrant en Allemagne sont des hommes. Ce ratio n'atteint que 41 % pour les flux ukrainiens et 22 % seulement pour les flux thaïlandais. Etant donné les différences de développement entre ces pays de naissance, on comprend pourquoi le « taux d'analphabétisme » des immigrantes est de 56 % inférieur à celui des immigrants en Allemagne.

Conclusion

Cette étude montre l'absence d'homogénéité des situations migratoires qui prévaut dans l'Union Européenne. Alors que certains pays (Pays Bas, France, Portugal) accueillent un grand nombre de ressortissants de pays peu développés, d'autres paraissent beaucoup plus « sélectifs » sur la provenance de leurs immigrants (Luxembourg, Royaume Uni...). L'hétérogénéité est d'autant plus remarquable que des pays géographiquement proches peuvent avoir des aires géographiques de recrutement marquées par des niveaux de développement opposés. Seuls les pays scandinaves semblent posséder une certaine similarité dans la composition de leurs flux. Si certains résultats paraissent peu surprenant (Royaume-Uni par exemple), d'autres défient l'intuition. Autre leçon : la distance entre les pays membres de l'Union ne cesse de s'accroître. Au cours des quinze dernières années, les pays qui accueillent le plus de citoyens du monde développé puisent de plus en plus au sein de telles aires géographiques. A l'inverse, les pays situés dans une position intermédiaire semblent de plus en plus souvent tournés vers les pays les moins avancés. Cette étude montre également que l'origine géographique des flux se modifie imperceptiblement, et donc par conséquent la place respective des pays récepteurs. De plus, on a mis en évidence que les sources d'émigration des femmes sont situées dans des zones plus développées que celles de leurs homologues masculins.

Du point de vue méthodologique, la simplicité de la méthode va de pair avec un certain simplisme du raisonnement. Cette technique de recontextualisation des flux migratoires étant fondée sur des données agrégées, rien ne peut être conclu sur la situation réelle des migrants. En raison de la sélectivité individuelle de la migration, les flux émanant de zones « riches » peuvent être le fait d'individus « pauvres », et inversement. De même, l'emploi d'un indicateur unique pour caractériser un pays très vaste, régionalement hétérogène quant à son développement et à ses flux, constitue une difficulté supplémentaire dans certains cas. Les risques de mauvaise interprétation sont donc élevés. Il nous a semblé néanmoins que l'exercice valait la peine d'être tenté compte tenu du caractère rudimentaire des données disponibles sur la migration internationale qui n'autorisent guère, surtout au niveau de la comparaison internationale, des études très sophistiquées. Le mérite de ce travail est donc d'opérer un classement, certes approximatif, mais pouvant s'avérer utile pour des études plus approfondies.